



PANDÉMIE

Montagnes touchées

Markus Fischer Les remontées mécaniques sont à l'arrêt. Le Chemin de fer du Gornergrat (GGB) fait partie des compagnies avec lesquelles le SEV entretient de bonnes relations de partenariat social sur la base d'une CCT. «Le GGB a fait une demande de chômage partiel car beaucoup de monde ne peut plus travailler puisque l'exploitation est suspendue», explique le secrétaire syndical SEV Manuel Avallone. «Nous sommes en contact avec la direction et allons discuter au début avril des questions ouvertes, concernant par exemple les comptes de temps, l'objectif étant de trouver un accord. Le SEV est bien entendu à disposition des membres pour toute question ou en cas de problème.»

Par contre, pour le SEV, il est plus compliqué d'accompagner les entreprises qui ne veulent pas entendre parler de partenariat social. Pourtant c'est là que l'on peut redouter les décisions arbitraires. Le groupe

des Chemins de fer de la Jungfrau (JB) en fait partie. Certaines correspondances sont assurées, en particulier pour la desserte des zones habitées, mais le trafic touristique est au repos. Il y a encore tout juste quelques révisions à réaliser jusqu'à la fin de la saison. Les JB ont fait une demande de chômage partiel pour la plus grande partie de leurs 1000 employés-e-s. «Tout le monde devra continuer à recevoir le plein salaire, les employés qui ont un salaire-horaire recevront un montant correspondant à la moyenne des derniers mois», souligne la secrétaire syndicale Susanne Oehler. «Une compagnie aussi saine sur le plan financier ne doit en aucun cas répercuter le risque sur les salaires, ni obliger le personnel à prendre des vacances ou à sacrifier les heures accumulées sur les comptes de temps. Si quelqu'un doit accepter de faire certains sacrifices, ce sont les actionnaires, au niveau de leurs dividendes!»



SWISS

Assurer jobs et salaires



Fi A cause du coronavirus beaucoup d'avions ne volent pas et Swiss subit d'énormes pertes. «La Confédération doit prouver par son aide financière qu'elle est consciente de l'importance de Swiss pour l'économie nationale», déclare le secrétaire syndical SEV Philipp Hadorn, président de SEV-GATA, la branche de l'aviation du SEV. «Durant cette crise c'est Swiss qui rapatrie les Suisses bloqués à l'étranger et transporte le matériel médical. Lors du grounding de Swissair en octobre 2001, en participant à la création de la nouvelle compagnie la Suisse a établi clairement que l'aviation était importante pour le système. Mais bien sûr, cette aide financière doit être cadrée par des conditions claires.»

Et Philipp Hadorn de préciser: Swiss doit être protégée d'une sortie de ressources vers sa maison-mère. Elle doit s'assurer de pouvoir conserver au-delà de la crise le savoir-faire de

son personnel en garantissant les emplois pour reprendre en temps voulu l'exploitation aérienne. Et elle doit aussi maintenir le pouvoir d'achat de son personnel. «Au vu de l'excellent résultat obtenu en 2019, Swiss peut et doit garantir au personnel au sol les pleins salaires durant toute la période de chômage partiel – sachant que la caisse de chômage paiera 80 % des salaires, elle doit donc verser les 20 % restants. Le personnel au sol de Swiss, en acceptant les modalités pour surmonter cette crise ainsi que la prolongation de la CCT (qui devrait être améliorée) à fin 2021, a déjà fait de grands sacrifices, sans parler des concessions faites lors des crises précédentes.»

Le SEV est satisfait d'apprendre que le chômage partiel a été accordé immédiatement à Swiss. Il espère que l'aide financière nécessaire sera rapidement octroyée aux conditions prévues.

Situation critique aussi chez Swissport et ISS

Suite à la fermeture des frontières, les employés de l'aéroport de Genève ont été confrontés à des scènes chaotiques entourés de centaines de gens sans respect des mesures de distanciation. Swissport et la direction de l'aéroport ont tardé à mettre en place des mesures de protection, malgré les exigences des syndicats.

Avec une activité quasi nulle, les 5000 employés de la société en Suisse travaillent à temps partiel. Le chômage partiel représentant une perte de 20% du salaire, le SEV exige des compensations: les employés ne doivent pas être les seuls à payer le prix de cette crise! Les entreprises ISS et ENGIE ont annoncé qu'elles couvriraient cette perte de 20% des salaires pour le mois de mars aux employés de l'aéroport. La direction de Swissport prétend qu'elle n'en a pas les moyens. Difficile à dire au vu de sa comptabilité plus qu'opaque. La direction ne re-

nonce pas au versement de ses bonus, mais le reporte. Le SEV avait exigé que les employés auxiliaires bénéficient du chômage partiel au même titre que les employés fixes. Suite à notre demande, les employés auxiliaires payés à l'heure devraient être indemnisés selon la moyenne d'heure effectuée en 2019. Cependant, de nombreux employés auxiliaires ont fini l'année avec des heures négatives et le SEV exige que ces heures soient aussi payées. «Les heures contractuelles des auxiliaires doivent être mensualisées», exige Pablo Guarino du SEV à Genève. Une annualisation n'a plus de sens aujourd'hui, le travail est «perdu» et ne sera pas rattrapé dans le courant de l'année. Les heures prévues sur le contrat doivent être respectées, c'est la loi! Pour lui, «au vu de la précarité de ces emplois, Swissport doit améliorer le statut de ce personnel en le mensualisant.» ysa



CORONAVIRUS

La santé du personnel, priorité absolue